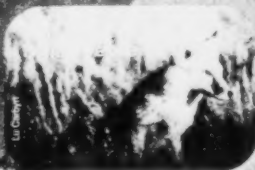




Beluga Whale
Béluga (baleine blanche)



La Chert



American
Newfoundland
Marine Mammal
population



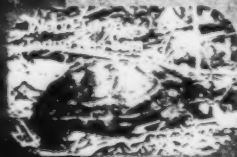
Giant Helleborine
Epipactis géant



Phantom Orchid
Orchidée d'Austin



Whooping Crane
Cygne blanc



Great Horned Owl



Belted Kingfisher
Choucas à bande blanche



Environment
Environnement
Canada
www.ec.gc.ca

Canada's Strategy
to Protect Species
at Risk

La Stratégie canadienne
pour la protection des espèces
en péril



Environnement
Canada

LA LOI SUR LES ESPÈCES EN PÉRIL (LEP)

Un guide

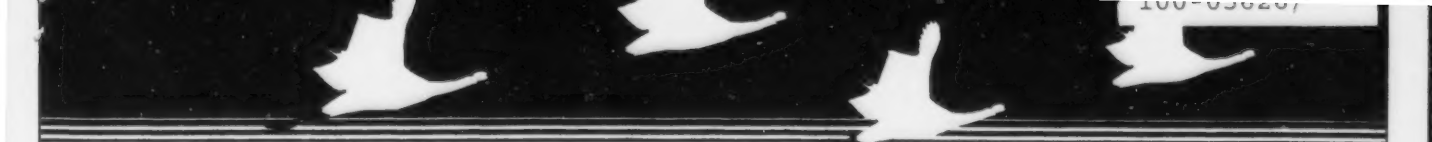
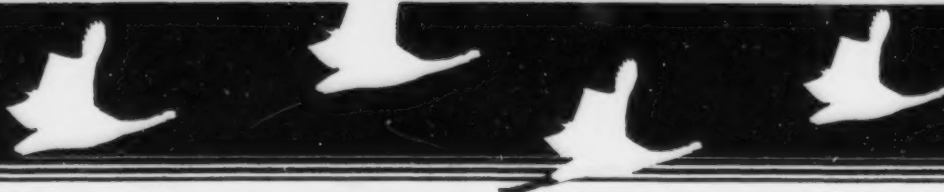


TABLE DES MATIÈRES

- **Message du Ministre**
- **Introduction**
 - Situation actuelle
 - Un coup d'œil sur la Loi sur les espèces en péril (LEP)
 - La LEP est un volet d'une stratégie en trois volets pour la protection des espèces en péril
 - Travailler en collaboration
- **Évaluation scientifique des espèces et processus d'inscription à la liste**
 - Inscriptions d'urgence
 - Réévaluation de la liste actuelle du COSEPAC
- **Protection immédiate des espèces**
 - Interdictions
 - Ordonnances d'urgence
 - Exceptions
 - Examen des projets
 - Observation et application de la Loi
- **Planification du rétablissement et de la gestion**
 - Bonne intendance
 - Protection des habitats essentiels
 - Indemnisation
- **Participation du public et actions des citoyens**
 - Examen de la Loi
- **Lexique**

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Stratégie canadienne pour la protection des espèces en péril, veuillez visiter le site web d'Environnement Canada à l'adresse **www.ec.gc.ca** ou composez le **1 800 668-6767**.

Also available in English.



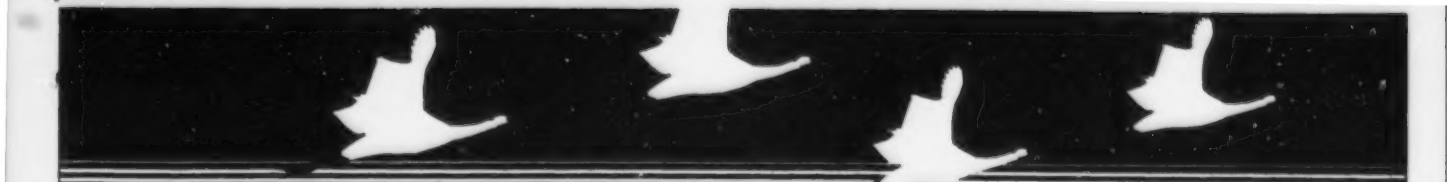
MESSAGE DU MINISTRE

De la luxuriance de la côte du Pacifique aux rivages de Terre-Neuve, traversant les vastes Prairies jusqu'aux lointaines étendues de l'Arctique, le Canada bénéficie d'une incroyable diversité de paysages qui entretiennent une riche variété d'espèces. Chaque région du pays abrite de nombreux écosystèmes divers qui subviennent aux besoins de milliers d'espèces de plantes, de mammifères, d'insectes, de reptiles, d'amphibiens, de mollusques, de poissons et d'oiseaux.

La présence permanente assurée de ces espèces est au centre d'un effort long et complet, dont le point culminant est la proposition de la Loi sur les espèces en péril. Cette loi contribue à respecter les engagements que nous avons pris envers les Canadiennes et les Canadiens, et le reste de la Terre. Dans le cadre d'une stratégie en trois volets concernant les espèces en péril, la Loi sur les espèces en péril proposée s'ajoute aux deux autres composantes de la stratégie, soit une intendance efficace qui habilite chacun d'entre nous à agir et l'Accord pour la protection des espèces en péril, qui unifie les efforts des provinces, des territoires et du gouvernement du Canada, relativement à cette question.

Le présent Guide relatif à la Loi sur les espèces en péril proposée établit en langage clair les diverses composantes de la Loi. Je vous encourage à rechercher d'autres renseignements détaillés sur l'intendance et sur l'Accord, en consultant le site web d'Environnement Canada, la Voie verte, à www.ec.gc.ca. Cette stratégie en trois volets aidera le gouvernement du Canada à demeurer un chef de file de la protection de toutes les espèces.

L'honorable David Anderson
Ministre de l'Environnement



INTRODUCTION

Le Canada est l'habitat d'au moins 70 000 espèces connues, dont bon nombre ne se trouvent qu'au Canada. Si la nature suivait son cours, une espèce disparaîtrait tous les 1 000 ans environ. Cependant, les espèces disparaissent de la surface de la Terre et du Canada à des rythmes beaucoup plus rapides que cela.

En 1992, le Canada a signé la Convention des Nations Unies sur la biodiversité et est ensuite devenu le premier pays industrialisé à la ratifier. Cette convention inclut l'engagement de prendre des dispositions législatives et (ou) réglementaires pour protéger les espèces menacées et en voie de disparition. En 1996, le gouvernement du Canada s'est joint aux provinces et aux territoires en appuyant l'Accord pour la protection des espèces en péril. L'Accord engage toutes les autorités compétentes du Canada à établir des lois et des programmes complémentaires qui assurent la protection efficace des espèces en péril dans l'ensemble du pays.


Dans le discours du Trône de 1999, le gouvernement s'est engagé à introduire une nouvelle Loi sur les espèces en péril (la LEP ou la Loi) et des programmes complémentaires d'intendance, comme l'une de ses priorités en matière d'environnement pour le nouveau millénaire.

Cette loi est le résultat de plus de six ans de dialogue entre les gouvernements, les peuples autochtones, les propriétaires fonciers, les groupes environnementaux, les scientifiques, les agriculteurs, le secteur des pêches, les industries primaires et les Canadiennes et Canadiens.

Situation actuelle

À ce jour, le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC) a désigné 340 espèces sauvages (y compris des populations et des sous-espèces) comme étant en péril au Canada. Parmi celles-ci, 12 sont maintenant disparues; 15 autres sont disparues du Canada (ne se trouvent plus à l'état sauvage au Canada), 87 sont en voie de disparition, 75 sont menacées et 151 sont vulnérables (espèces préoccupantes). Des 97 espèces dont le statut a été réévalué ces dernières années, 26 se dirigent davantage dans la voie de la disparition. Les scientifiques nous disent qu'une raison importante de la perte des espèces est la destruction des habitats dont les espèces ont besoin pour survivre.

L'expérience d'autres pays donne au Canada des avertissements supplémentaires. Même si le dossier du Canada en matière de déclin des espèces est meilleur que celui de certains autres pays, le contentement de soi n'est pas de mise. C'est maintenant que le Canada doit prendre des mesures pour protéger les espèces menacées ou en voie de disparition, pour faire en sorte qu'elles aient les meilleures occasions de survivre.



Un coup d'oeil sur la Loi sur les espèces en péril (LEP)

La Loi sur les espèces en péril a été élaborée pour empêcher la disparition ou la perte, dans la nature, d'espèces sauvages (y compris les oiseaux, les plantes, le poisson, les reptiles, les amphibiens, les mollusques, les mammifères et les insectes) et pour assurer leur rétablissement. La Loi vise toutes les espèces sauvages en péril sur le plan national et leurs habitats essentiels, et elle s'applique à toutes les terres du Canada.

La LEP et les lois provinciales et territoriales complémentaires – telles que prévues en vertu des dispositions de l'Accord pour la protection des espèces en péril – protégeront les espèces partout au Canada.

La LEP est la responsabilité : 1) du ministre des Pêches et des Océans pour les espèces aquatiques; 2) du ministre du Patrimoine canadien pour les espèces des parcs nationaux, des lieux historiques nationaux et d'autres aires patrimoniales protégées; 3) du ministre de l'Environnement pour toutes les autres espèces et pour ce qui est de l'administration générale de la Loi.

De plus, la LEP :

- assure un processus scientifique expert qui est rigoureux et indépendant en vue d'évaluer le statut d'une espèce sauvage, et ce, sans lien de dépendance au gouvernement fédéral;
- interdit l'abattage des espèces disparues du Canada, en voie de disparition ou menacées et la destruction de leurs résidences;
- confère le pouvoir d'interdire la destruction d'habitats essentiels partout au Canada;
- confère le pouvoir en cas d'urgence d'inscrire à la liste les espèces dont la survie est en danger imminent;
- confère le pouvoir d'interdire la destruction de l'habitat essentiel d'une espèce sauvage inscrite à la liste et dont la survie est en danger imminent;
- procure un financement et des incitatifs pour des mesures de conservation et d'intendance;
- crée les mécanismes et les pouvoirs permettant de contribuer au rétablissement des espèces;
- contient des dispositions d'indemnisation là où il y a lieu.

La LEP est une partie d'une stratégie en trois volets pour protéger les espèces en péril

La stratégie du gouvernement du Canada traduit les différents rôles du gouvernement, des peuples autochtones, des grands éleveurs, des groupes de conservation, du secteur des pêches, des industries de matières premières et des



Canadiennes et des Canadiens. La stratégie en trois volets comprend :

- prendre appui sur l'Accord pour la protection des espèces en péril, une entente fédérale-provinciale-territoriale;
- l'intendance et les programmes d'incitation;
- une nouvelle Loi sur les espèces en péril (LEP).

Travailler en collaboration


La protection des espèces sauvages est une responsabilité conjointe partagée par le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires et toute la population canadienne. Les organismes de gestion de la faune établis dans le cadre des accords sur les revendications territoriales des Autochtones ont aussi des responsabilités.

En 1996, les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables des espèces sauvages ont appuyé la création de l'Accord pour la protection des espèces en péril. En vertu de l'Accord, les ministres ont convenu des principes de base de la conservation des espèces. Il ont également convenu de coordonner leurs activités par l'intermédiaire d'un nouveau Conseil canadien sur la conservation des espèces en péril (le Conseil), qui inclut les ministres fédéraux d'Environnement Canada, de Pêches et Océans et du Patrimoine canadien, ainsi que les ministres provinciaux et territoriaux qui sont responsables des espèces sauvages.

En plus des partenariats avec les divers ordres de gouvernement, le gouvernement fédéral tente également de maximiser les partenariats avec les peuples autochtones, les propriétaires fonciers, les agriculteurs, le secteur des pêches, les scientifiques, les groupes environnementaux, les particuliers, les entreprises et les industries comme façon la plus efficace de prendre des mesures de protection des espèces en péril.

Quelques exemples spécifiques de partenariat incluent :

- les activités d'intendance sur les terres privées, publiques, provinciales, municipales et autochtones seront favorisées par l'intermédiaire d'accords de conservation mis en œuvre et financés par la LEP. La Loi reconnaît que la protection des espèces en péril et de leurs habitats essentiels touche directement les propriétaires fonciers et les utilisateurs des terres et, en conséquence, elle inclut une approche juste et équilibrée qui utilisera l'intendance volontaire, y compris le financement, comme principal moyen de faire participer les Canadiennes et Canadiens en milieu rural;
- les peuples autochtones, y compris les conseils de gestion de la faune établis en vertu des accords sur les revendications territoriales – joueront un rôle essentiel dans la conservation des espèces sauvages au Canada;

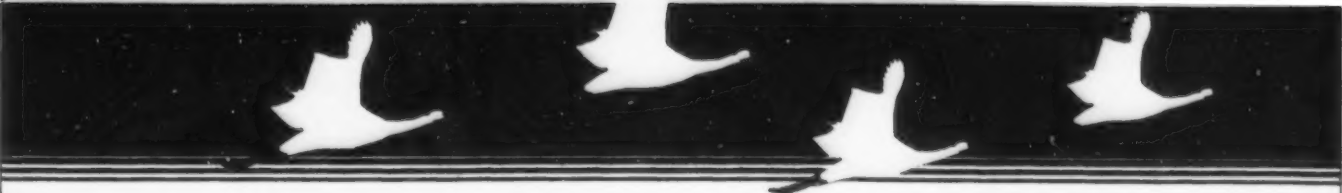
- 
- les efforts continus de conservation des habitats entrepris par les propriétaires fonciers, les utilisateurs des ressources, les groupes de conservation, les gouvernements provinciaux et territoriaux et les peuples autochtones feront intégralement partie du programme d'intendance des habitats – une composante de la stratégie en trois volets du gouvernement;
 - en vertu de la LEP, la planification du rétablissement sera préparée en consultation avec le gouvernement d'autres pays dans lesquels se trouve une espèce.

Le présent guide donne un aperçu de la Loi sur les espèces en péril proposée. Il est structuré de façon à suivre le cadre de la Loi.

ÉVALUATION SCIENTIFIQUE DES ESPÈCES ET PROCESSUS D'INSCRIPTION À LA LISTE

La Loi assurera, pour la première fois, un fondement juridique au Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC). COSEPAC sera composé de spécialistes diplômés de la faune provenant des gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral, des conseils de gestion de la faune, de groupes autochtones, d'universités, de musées, d'organismes nationaux non gouvernementaux et d'autres ayant des connaissances spécialisées dans la conservation des espèces sauvages au Canada. Le COSEPAC rendra compte au Conseil canadien sur la conservation des espèces en péril, et les membres du COSEPAC seront nommés par le ministre de l'Environnement après consultation du Conseil et des spécialistes concernés.

Le COSEPAC continuera de fonctionner indépendamment des gouvernements, selon un processus ouvert et transparent, en conservant son jugement scientifique et autorisé impartial dans son processus d'évaluation. Les membres du COSEPAC évalueront le statut des espèces sauvages en se fondant sur les meilleurs renseignements disponibles, y compris les connaissances scientifiques, communautaires et autochtones traditionnelles. Le COSEPAC désignera les espèces sauvages comme étant disparue, disparue du Canada, en voie de disparition, menacée et préoccupante. Les évaluations du COSEPAC quant au statut des espèces seront transmises au ministre de l'Environnement et au Conseil, et rendues publiques par le registre public.



Les évaluations scientifiques du COSEPAC serviront d'assises aux recommandations que fera le ministre d'Environnement Canada au gouverneur en conseil quant à la Liste des espèces sauvages en péril. La décision d'inscrire une espèce à la liste mène à l'utilisation d'interdictions de détruire les espèces et leur résidence et à la planification obligatoire du rétablissement. Le processus de prise de décisions en vertu de la Loi sur les espèces en péril est transparente et sera imputable au public. Le Ministre doit faire rapport chaque année au Parlement sur les évaluations scientifiques du COSEPAC et les réactions à chacune d'elle.

Inscriptions d'urgence

Les inscriptions d'urgence permettront une intervention immédiate lorsque la preuve du déclin rapide d'une espèce donnée existe. Si le ministre de l'Environnement est d'avis que la survie d'un espèce est en danger imminent, celui-ci devra recommander au gouvernement en conseil d'inscrire d'urgence l'espèce à la liste en tant qu'espèce en voie de disparition.

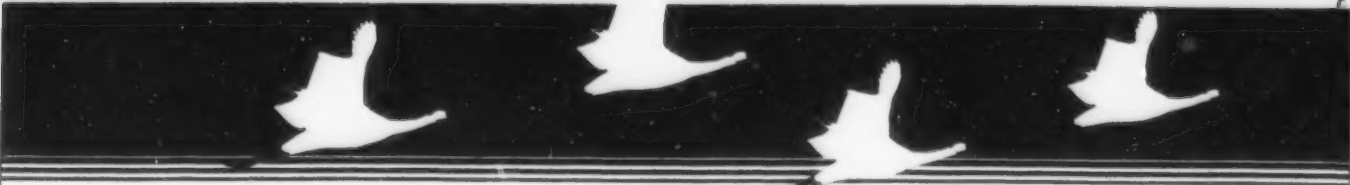
Toute personne qui estime qu'il y a suffisamment de preuves pour appuyer une inscription d'urgence pourra présenter une demande d'évaluation au COSEPAC, et ce dernier devra présenter son évaluation au Ministre. Une inscription d'urgence déclenchera automatiquement les interdictions qui empêchent la destruction d'une espèce ou de sa résidence.

Réévaluation de la liste actuelle du COSEPAC

Au cours des 22 dernières années, le COSEPAC a évalué un certain nombre d'espèces sauvages, et il bénéficie d'un appui général du public pour ses efforts et

EN BREF

- *Le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC) recevra un statut légal et continuera de fonctionner indépendamment des gouvernements, en évaluant et en classifiant le statut des espèces sauvages d'après les meilleurs renseignements disponibles, y compris les connaissances scientifiques, communautaires et autochtones traditionnelles.*
- *Les évaluations des espèces sauvages faites par le COSEPAC seront publiées et remises au ministre de l'Environnement et au Conseil canadien sur la conservation des espèces en péril.*
- *Les évaluations du COSEPAC serviront d'assises aux recommandations que fournira le ministre de l'Environnement au gouverneur en conseil qu'une espèce soit ajoutée, reclassifiée ou retirée de la Liste des espèces sauvages en péril.*




ses évaluations. Certaines personnes estiment que les critères d'évaluation utilisés dans le passé étaient trop subjectifs. On s'entend maintenant largement sur de nouveaux critères d'évaluation, plus recherchés, que le COSEPAC a adoptés d'après les critères de l'Union mondiale pour la conservation de la nature.

1. **Espèce disparue** : une espèce sauvage qui n'existe plus.
2. **Espèce disparue du Canada** : une espèce sauvage qui n'existe plus au Canada à l'état sauvage, mais qui existe ailleurs à l'état sauvage.
3. **Espèce en voie de disparition** : une espèce sauvage qui fait face à une disparition imminente du Canada ou de la Terre.
4. **Espèce menacée** : une espèce sauvage qui sera probablement en voie de disparition si rien n'est fait pour renverser les facteurs menant à sa disparition du Canada ou de la Terre.
5. **Espèce préoccupante** : une espèce sauvage qui présente des préoccupations du fait de sa sensibilité particulière aux activités humaines ou aux événements naturels, mais qui n'est ni disparue du Canada, ni en voie de disparition ni menacée.

Le COSEPAC est en voie de réévaluer les espèces disparues du Canada, menacées et en voie de disparition de sa liste actuelle en regard des nouveaux critères. Il est également important de mettre à jour les renseignements concernant le statut, puisque l'on n'a pas réexaminé certaines espèces depuis bon nombre d'années. En vertu de la Loi, le COSEPAC devra prendre en considération les connaissances communautaires et les connaissances autochtones traditionnelles en faisant des évaluations – ce qui n'a pas été fait pour la plupart des espèces de la liste actuelle.

On prévoit que la plupart de ces réévaluations seront achevées avant la promulgation de la LEP. Le but est simplement de mettre à jour la liste actuelle du COSEPAC en fonction des nouveaux critères internationaux.

Dans les 30 jours suivant la promulgation de la Loi, le COSEPAC rendra compte au public, au ministre de l'Environnement et au Conseil de ses réévaluations des espèces disparues du Canada, en voie de disparition ou menacées. Le délai pour la présentation des réévaluations au Ministre peut être prolongé pour le petit nombre d'espèces dont le COSEPAC ne dispose pas suffisamment de renseignements pour assigner une désignation. Le ministre de l'Environnement aura le pouvoir de



recommander au gouverneur en conseil la Liste des espèces en péril, en tenant compte des réévaluations du COSEPAC. Les espèces préoccupantes (vulnérables) se trouvant sur la liste actuelle seront également réévaluées, mais ce sont les espèces qui sont le plus en péril qui seront évaluées en premier.

La Loi prévoira la protection des espèces et de leurs habitats.

PROTECTION IMMÉDIATE DES ESPÈCES

Interdictions

Les gouvernements partagent la responsabilité de protéger les espèces en péril. Les autorités compétentes fédérale, provinciale et territoriale se sont engagées, en vertu de l'Accord, à introduire des mesures qui interdisent d'abattre des espèces menacées ou en voie de disparition, ou de leur causer du tort, ou de détruire leurs résidences.

En vertu de la LEP, une fois qu'une espèce a été désignée comme étant menacée, en voie de disparition ou disparue du Canada, les interdictions visant à empêcher de tuer cette espèce ou de lui nuire, et de détruire sa résidence, s'appliqueront automatiquement aux espèces aquatiques, aux oiseaux migrateurs et à toutes les espèces qui se trouvent sur des terres fédérales. En ce qui a trait à toutes les autres espèces qui vivent sur les terres publiques provinciales ou les terres privées, ou encore dans les territoires, si le Ministre est d'avis que l'espèce désignée n'est pas protégée par des lois ou des règlements dans une province ou un territoire, celui-ci doit recommander au gouverneur en conseil d'émettre un décret qui promulgue ces interdictions.

Ordonnances d'urgence

En vertu de la Loi, le ministre responsable de la gestion des espèces recommandera au gouverneur en conseil d'émettre une ordonnance d'urgence interdisant les activités qui peuvent avoir des répercussions négatives sur une espèce et son habitat lorsqu'il (elle) est d'avis que la survie ou le rétablissement d'une espèce inscrite à la liste est en danger imminent. Le processus des inscriptions et des ordonnances d'urgence sera accéléré.



Exceptions

La LEP accordera des exceptions en cas de santé publique, de sécurité publique ou nationale ou pour des activités conformes à la réglementation ou aux mesures de conservation des espèces sauvages relevant d'un accord sur les revendications territoriales.

Les accords, les licences et les permis permettront à une personne de s'engager dans une activité qui touche une espèce sauvage sur la liste ou une partie de son habitat essentiel, si cette activité est profitable à l'espèce ou est nécessaire pour améliorer ses possibilités de survie à l'état sauvage, ou si l'espèce n'est touchée que de manière fortuite au moment de l'exécution de l'activité, par exemple les prises accessoires dans la pêche. Néanmoins, l'activité ne doit pas mettre en jeu la survie ou le rétablissement de l'espèce.

Examen des projets

Les évaluations environnementales de projets qui sont requises par une loi du Parlement devront prendre en considération les effets des projets sur les espèces sauvages inscrites et sur leurs habitats essentiels. Des mesures devront être prises pour éviter ou pour atténuer ces effets et pour en surveiller les résultats.

En vertu de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale, la définition d'un « effet environnemental » sera modifiée pour inclure une espèce inscrite, son habitat essentiel ou sa résidence, tel que défini dans la LEP.

Observation et application de la Loi

L'application de la Loi se fera en étroite collaboration avec les organismes d'application de la loi fédéraux, provinciaux, territoriaux et locaux. Les fonctionnaires assureront l'observation de la Loi par des inspections, la surveillance, des enquêtes et des poursuites judiciaires.

Les contraventions à la Loi seront des infractions prévues par un texte législatif qui entraîneront des sanctions sévères. Les tribunaux auront aussi le choix d'imposer des services communautaires ou des amendes pour payer les mesures correctives.




PLANIFICATION DU RÉTABLISSEMENT ET DE LA GESTION

En vertu de la Loi, une fois qu'une espèce a été désignée comme étant en voie de disparition ou menacée, des stratégies de rétablissement et des plans d'action doivent être élaborés, en collaboration avec les provinces, les territoires, les conseils de gestion de la faune, les organismes autochtones, les propriétaires fonciers, les universités, le secteur privé, les utilisateurs des ressources, les groupes environnementaux et d'autres personnes concernées. Il faut produire une stratégie de rétablissement dans l'année de l'inscription d'une espèce en voie de disparition et dans les deux ans de celle d'une espèce menacée. Ces stratégies peuvent être élaborées en utilisant une approche fondée sur plusieurs espèces ou sur l'écosystème.

Les stratégies de rétablissement fourniront des renseignements scientifiques de base et identifieront les menaces à la survie des espèces, y compris les pertes d'habitats. Les stratégies prendront appui sur l'information fournie par le COSEPAC et décriront une stratégie générale, y compris des délais d'exécution visant à atténuer ces menaces. Les stratégies de rétablissement identifieront autant de l'habitat essentiel que possible et, si besoin est, l'identification se poursuivra pendant le processus de planification des mesures. Les plans d'action incluront les mesures à prendre pour mettre en œuvre les stratégies de rétablissement et le moment où celles-ci s'effectueront. Ils comporteront également une évaluation des coûts socio-économiques et des avantages qui découleront de leur mise en œuvre. En plus du rapport annuel présenté par le ministre de l'Environnement au Parlement, le ministre responsable de la gestion de l'espèce fera le suivi de la mise en œuvre de la stratégie de rétablissement et du plan d'action et fera rapport sur celle-ci tous les cinq ans.

Les stratégies de rétablissement et les plans d'action seront deux éléments d'un processus intégré et modifiable de la planification du rétablissement. La souplesse est essentielle, parce que la connaissance de nouveaux renseignements peut modifier la façon d'aborder le rétablissement d'une espèce ou la priorité des mesures à prendre. Les mesures de rétablissement d'une espèce peuvent s'effectuer à n'importe quel moment du processus, lorsque les meilleurs renseignements disponibles le justifient. Le cas échéant, une protection temporaire des habitats sera aussi disponible. Lorsqu'il y a des preuves de menaces imminents à la survie ou au rétablissement d'une espèce, l'autorité d'urgence permet la prise rapide de mesures.

Les plans de gestion pour la conservation des espèces préoccupantes et de leurs habitats seront préparés dans les trois ans de l'inscription à la liste des espèces en question. Ces plans peuvent adopter une approche fondée sur plusieurs espèces ou



sur l'écosystème, et ils seront élaborés en collaboration avec les provinces, les territoires, les conseils de gestion de la faune, les organismes autochtones, les propriétaires fonciers, les universités, le secteur privé, les groupes environnementaux et d'autres personnes concernées.

Bonne intendance

La LEP autorisera la conclusion d'accords de conservation avec des gouvernements, des organismes ou des particuliers portant sur des mesures destinées à protéger des espèces en péril et leurs habitats essentiels. Cela inclut des accords de conservation permettant l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de rétablissement, de plans d'action et de plans de gestion.

La LEP autorisera également des accords de conservation d'espèces sauvages qui ne sont pas en péril en vue d'empêcher qu'elles ne le deviennent. En outre, la LEP autorisera des accords de financement pour le paiement de contributions visant à payer les coûts des programmes et des mesures de conservation d'espèces sauvages.

Protection des habitats essentiels

Lorsque le processus de rétablissement identifie une certaine zone d'habitat comme essentielle pour la survie et le rétablissement d'une espèce, chaque compétence a la responsabilité de protéger l'habitat essentiel identifié. Les mesures d'intendance et incitatives seront les moyens principaux et privilégiés pour protéger un habitat essentiel. Lorsque de telles mesures sont impossibles ou ne sont pas réalisables, chaque autorité compétente, par l'intermédiaire de lois ou de règlements préventifs, doit protéger l'habitat essentiel. Le gouvernement fédéral protégera les habitats essentiels des terres fédérales, et les provinces et les territoires protégeront les habitats essentiels à l'intérieur de leurs frontières.

Lorsqu'un habitat essentiel n'est pas protégé par les provinces ou les territoires, le Ministre doit recommander au gouverneur en conseil qu'une ordonnance soit émise interdisant la destruction de l'habitat essentiel désigné d'une espèce menacée ou en voie de disparition se trouvant sur des terres appartenant aux provinces ou aux territoires. Le pouvoir d'invoquer l'interdiction portant sur des terres provinciales ou privées s'enracine dans l'autorité constitutionnelle du gouvernement du Canada appelée *pouvoir en droit criminel*.

Le ministre de l'Environnement rendra compte dans le registre public des mesures prises pour protéger un habitat essentiel, dans les 180 jours après la mise en vigueur de la stratégie de rétablissement ou du plan d'action qui ont identifié l'habitat essentiel. D'autres mises à jour se feront tous les 180 jours, jusqu'à ce que l'habitat essentiel soit protégée ou ne soit plus identifiée comme habitat essentiel.



Indemnisation

La protection des espèces est la responsabilité de chacun. La Loi permettra de payer une indemnité à des personnes, à des organismes, aux peuples autochtones ou à des entreprises dans le cas d'incidence extraordinaire ou injuste résultant de situations où il a été nécessaire d'interdire la destruction d'un habitat. L'autorité législative pour accorder une indemnité dans ces cas sera mise en œuvre par l'intermédiaire d'un règlement. Au cours des prochains mois, le gouvernement travaillera avec les parties concernées en vue d'élaborer le règlement qui régira les principes du régime d'indemnisation.

PARTICIPATION DU PUBLIC ET ACTION DES CITOYENS

Le gouvernement du Canada s'est engagé à travailler avec toutes les Canadiennes et tous les Canadiens pour faire en sorte que les espèces en péril et leurs habitats essentiels soient protégés. La LEP inclut un certain nombre de processus conçus pour éviter que ne surviennent des différends. Des avis publics et la consultation des intervenants seront une composante fondamentale de la Loi, favorisant la transparence et assurant la contribution du public aux prises de décision. En cas de différend, le gouvernement fédéral travaillera en collaboration avec les Canadiennes et les Canadiens pour résoudre les désaccords d'une manière opportune.

En vertu de la Loi, le public aura accès, par l'intermédiaire d'un registre public, aux documents relatifs à la LEP, dont :

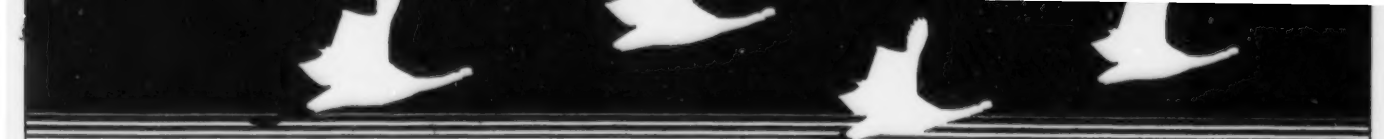
- les critères de désignation des espèces sauvages du COSEPAC;
- les rapports de statut des espèces sauvages;
- les évaluations du COSEPAC concernant la désignation des espèces sauvages;
- la Liste des espèces sauvages en péril;
- les stratégies de rétablissement, les plans d'action et les plans de gestion;
- les règlements et ordonnances pris en vertu de la LEP.

Les citoyens ont le droit :

- de demander que le COSEPAC évalue ou réévalue le statut d'une espèce;
- de faire des commentaires sur les stratégies de rétablissement avant leur approbation;
- de demander une enquête sur une présumée infraction en vertu de la Loi.

Examen de la Loi

La Loi sera examinée cinq ans après sa mise en vigueur.



Lexique

Conseil canadien sur la conservation des espèces en péril (le Conseil) : composé des ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables de la protection des espèces en péril.

COSEPAC : le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada est un organisme indépendant composé de scientifiques et de spécialistes des espèces sauvages provenant de l'ensemble du pays. Le COSEPAC détermine le niveau de risque de disparition d'une espèce et qui inscrit cette dernière dans une des catégories établies en fonction du niveau de risque. Ces désignations se fondent sur des facteurs biologiques et sont déterminées selon des critères d'évaluation rigoureux.

Espèce disparue : une espèce sauvage qui n'existe plus.

Espèce disparue du Canada : une espèce sauvage qui n'existe plus au Canada à l'état sauvage, mais qui existe ailleurs à l'état sauvage.

Espèce en voie de disparition : une espèce sauvage qui fait face à une disparition imminente du Canada ou de la Terre.

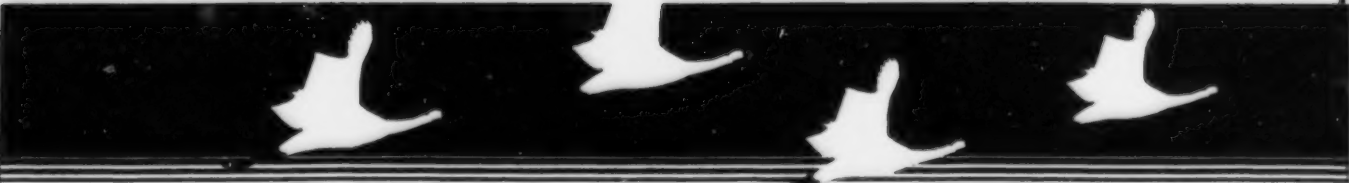
Espèce en péril : une espèce disparue du Canada, en voie de disparition ou menacée, ou une espèce préoccupante.

Espèce menacée : une espèce sauvage qui sera probablement en voie de disparition si rien n'est fait pour renverser les facteurs menant à sa disparition du Canada ou de la Terre.

Espèce préoccupante : une espèce sauvage qui présente des préoccupations du fait de sa sensibilité particulière aux activités humaines ou aux événements naturels, mais qui n'est ni disparue du Canada, ni en voie de disparition ni menacée.

Espèce sauvage : une espèce, une sous-espèce ou une population biologiquement distincte d'un animal, d'une plante ou d'un autre organisme, autre qu'une bactérie ou un virus, qui est sauvage par nature et indigène au Canada, ou qui a étendu son aire de répartition géographique jusqu'au Canada sans intervention humaine, et qui est présente au Canada depuis au moins 50 ans.

Habitat essentiel : un habitat qui est nécessaire à la survie ou au rétablissement d'une espèce sauvage inscrite à la liste.



Individu : un individu d'une espèce sauvage, vivant ou mort à une étape de son développement, y compris les embryons, œufs, le sperme, le pollen, les semences ou les spores.

Plan d'action : un document qui inclut des mesures à prendre pour mettre en œuvre des stratégies de rétablissement et le moment où elles s'effectueront.

Plan de gestion : un document qui décrit les mesures à prendre pour conserver une espèce inscrite comme préoccupante et son habitat.

Rapport de statut : un rapport qui contient un résumé des meilleurs renseignements disponibles sur le statut d'une espèce sauvage, y compris des connaissances scientifiques, communautaires et autochtones traditionnelles.

Résidence : le lieu d'habitation particulier, comme une tanière, un nid ou un autre endroit, lieu ou structure semblable, qui est occupé ou qui est habituellement occupé par un ou plusieurs individus pendant tout leur cycle de vie, ou une partie de celui-ci, y compris la reproduction, la croissance ou l'hibernation.

Stratégie de rétablissement : un document qui identifie les menaces à la survie d'une espèce (y compris des pertes d'habitat) inscrite comme disparue du Canada, en voie de disparition ou menacée sur la Liste des espèces sauvages en péril. Le document décrit une stratégie globale à suivre, dont les délais d'exécution, pour traiter les menaces pesant sur une espèce.

Noms français des espèces en péril*

avril 1999 — avril 2000

Selon le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC)

Définitions des termes du COSEPAC

ESPÈCE — toute espèce, sous-espèce, variété ou population géographiquement définie de faune ou de flore sauvage.
DISPARUE — toute espèce qui n'existe plus.
DISPARUE AU CANADA — toute espèce qui n'est plus présente à l'état sauvage au Canada, mais qui est présente ailleurs.
EN DANGER DE DISPARITION — toute espèce exposée à une extinction ou à une disparition imminente.
MENACÉE — toute espèce susceptible de devenir en danger de disparition si les facteurs limitants auxquels elle est exposée ne sont pas supprimés.
VULNERABLE — toute espèce qui est préoccupante à cause de caractéristiques qui la rendent particulièrement sensible aux activités humaines ou à certains phénomènes naturels.

Une publication détaillée — *Espèces canadiennes en péril* — est aussi disponible. Vous y trouverez la répartition géographique de chaque espèce, l'année de l'étude de l'espèce, le nom scientifique, les listes des espèces considérées comme étant non en péril ou indéterminées, et les renseignements sur le COSEPAC et son mandat. Communiquer avec les :

Publications
Service canadien de la faune
Environnement Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0H3
(819) 997-1095
cws-scf@ec.gc.ca

Vous pouvez aussi consulter le site Web suivant :

<http://www.speciesatrisk.ca/Species/Francais/>

Canada

* An English list is available under the title *English names of species at risk*.

Oiseaux en péril au Canada, 1999

Disparus	Disparus au Canada	En danger de disparition	Menacés	Vulnérables
Eider du Labrador Grand Pingouin Tourterelle voyageuse	Tétras des armoises, population de la Colombie-Britannique Tétras des prairies	Alequin plongeur, population de l'Est Bruant de Henslow Chouette tachetée du Nord Colin de Virginie Courlis esquimaux Effraie des clochers, population de l'Est Grue blanche Moqueur des armoises Moucheron vert Paruline de Kirtland Paruline orangée Pie-grièche migratrice, population de l'Est Pluvier montagnard Pluvier siffleur Râle élégant Sternes de Dougall Tétras des armoises, population des Prairies	Faucon pèlerin, anatum Guillemot marbré Paruline à capuchon Paruline polyglotte, population de la Colombie-Britannique Pic à tête blanche Pie-grièche migratrice, population des Prairies Pipit de Sprague	Autour des palmiers des îles de la Reine-Charlotte Bruant des prés Busse à épaulettes Busse rouilleuse Courlis à long bec Effraie des clochers, population de l'Ouest Faucon pèlerin, pealei Faucon pèlerin, toundra Grand Héron du Pacifique Grive de Bicknell Guillemot à cou blanc Hibou des marais Mouette blanche Mouette rosée Paruline azurée Paruline hochetueuse Paruline polyglotte, Population de l'Est Petit-duc nain Petit Blongios Pic à tête rouge Pic de Lewis Râle jaune

Papillons en péril au Canada, 1999

Disparus	Disparus au Canada	En danger de disparition	Menacés	Vulnérables
	Lutin givré Marbré insulaire Mélissa bleu	Satyre fauve des Maritimes		Papillon monarque

Mammifères en péril au Canada, 1999

Disparus	Disparus au Canada	En danger de disparition	Menacés	Vulnérables
Mammifères terrestres				
Caribou des bois, population des îles de la Reine-Charlotte	Ours grizzli, population des Prairies Putois d'Amérique	Carcajou, population de l'Est Caribou de Peary, population du haut Arctique, population de l'île Banks Marmotte de l'île Vancouver Martre d'Amérique, population de Terre-Neuve Renard velox	Bison des bois Caribou de Peary, population du bas Arctique Caribou des bois, population de la Gaspésie Musaraigne de Bendire Taupe de Townsend	Musaraigne de Gaspé Oreillard maculé Ours grizzli Ours polaire Petit Polatouche Rat kangourou d'Ord Renard gris Souris des moissons, population de la Colombie-Britannique Taupe à queue glabre
Mammifères marins				
Vison de mer	Baleine grise de Californie, population de l'Atlantique Morse de l'Atlantique, population des eaux côtières de l'Atlantique	Baleine boréale, population de l'Arctique de l'Ouest, population de l'Arctique de l'Est Baleine noire Béluga (baleine blanche), population du fleuve St-Laurent, population du sud-est de l'île de Baffin et du détroit de Cumberland, population de la baie d'Ungava	Béluga (baleine blanche), population de l'est de la baie d'Hudson Épaulard, populations « résidentes » du Pacifique Nord Loutre de mer Marsouin commun, population du nord-ouest de l'Atlantique Rorqual à bosse, population du Pacifique Nord	Baleine à bec commune, population du ravin sous-marin au bord du plateau Béluga (baleine blanche), population du haut Arctique et de la baie de Baffin Dauphin du Havre Épaulard, population « migratrice » du Pacifique Phoque commun, population des lacs des Loups marins Rorqual à bosse, population du nord-ouest de l'Atlantique Rorqual bleu Rorqual commun

Plantes en péril au Canada, 1999

Disparues au Canada	En danger de disparition	Menacées	Vulnérables		
Collinsie bicolor Desmodie d'Illinois	Adiantum cheveux-de-Vénus Agalinis de Göttinger Agalinis de Stinner Ammanthe robuste Balsamorhiza à feuilles dentées Benoitte de l'Est Braya de Long Buchnera d'Amérique Carex des Gervillers Chardon de Pitcher Chimaphile masculin Coréopsis rose Cypripède minuscule Cypripède blanc Gentiane blanche de la prairie Ginseng d'Amérique Grande pogonie verticillée Halmolobos mince	Isolète d'Engelmann Lespédèze de Virginie Liparis à feuilles de lixe Lotier splendide Lupin élégant Magnolier acuminé Mirier rouge Pédiculaire de Furbish Petite pogonie verticillée Plantain à feuilles cordées Platanthère blanchâtre de l'Ouest Polygale incarnat Pycnanthemum gris Raquette de l'Est Renoncule à feuilles d'ailante Roscoïse filiforme Rotala rameux Stylophore à deux feuilles Trille incliné Triphore penché Triphysaria versicolore Verge d'or voyante	Alouette de sable Airelle à longues étamines Aleuris farineuse Aster blanc à rayons courts Aster d'Anticosti Aster divariqué Azolle du Mexique Braya de Fernald Carex faux-lupulina Campanule d'Amérique Castilleja dorée Châtaignier d'Amérique Chicot févier Chèvre à feuilles d'Aulne Dolée velue Frêne bleu	Hydraste du Canada Hydrocotyle à ombelle Iris du Missouri Lachnanthe de Caroline Lipocarphe à petites fleurs Lophocle d'Amérique Polémone de van Brutelle Sabatia de Kennedy Smilax à feuilles rondes, population de l'Ontario Téphrosie de Virginie Tradescantie occidentale Violette jaune des monts Violette pédoncée Woodstia obtuse	Ariséma dragon Ammannia de l'Albatrasca Aster du Golfe St-Laurent Aster fausse-pennanthère Aster soyeux Aster subulé Aster très élevé Astragale de Fernald Bartonie paniculée Buchlot faux-dactyle Cacalia tubéreuse Cephalanthère d'Austin Chêne de Shumard Chénopode glabre Clouaire de Victorin Deschampsie du bassin du Mackenzie Dryopteris obtère Épipactis géant Engelton de Provancher Frasère de Caroline Gentiane de Victorin Isolète de Bolander

Poissons en péril au Canada, 1999

Disparus	Disparus au Canada	En danger de disparition	Menacés	Vulnérables
Cisco à grande bouche	Gravelier	Corégone de l'Atlantique	Chabot à tête courte	Buffalo à grande bouche
Cisco de profondeur	Spalutaire	Meunier de Salish	Chabot de profondeur, population des Grands Lacs	Buffalo noir
Doré bleu		Naseux de Nooksack	Chat-fou livré	Chaboisseau à quatre cornes, population d'eau douce
Épinoche benthique du lac Hadley		Ombre Aurora	Chevalier cuiré	Chabot pygmé
Épinoche limnétique du lac Hadley			Chevalier noir	Chat-fou du Nord
Naseux des rapides de Banff			Cisco à mâchoires égales	Chat-fou tacheté
			Cisco à museau court	Chevalier de rivière
			Cisco à nageoires noires	Cisco de printemps
			Corégone du lac Simcoe	Corégone du Squanga
			Dard de sable	Crapet menu
			Dard gris	Crapet rouge
			Éperlan nain du lac Utopia	Crapet sac-à-lait
			Épinoche benthique du lac Paxton	Dard vert
			Épinoche benthique du ruisseau Vananda	Épinoche géante
			Épinoche du lac Enos	Épinoche lisse des îles de la Reine-Charlotte
			Épinoche limnétique du lac Paxton	Esturgeon à museau court
			Épinoche limnétique du ruisseau Vananda	Esturgeon blanc
			Lamproie du ruisseau Morrison	Esturgeon vert
				Fondule barré, population de Terre-Neuve
				Sucet de lac
				Terrassier à six lignes, population de l'océan Arctique
				Tête rose, population du Manitoba

Amphibiens et reptiles en péril au Canada, 1999

Disparus	Disparus au Canada	En danger de disparition	Menacés	Vulnérables
	Petit Phrynosome de Douglas, population de la Colombie-Britannique	Couleuvre agile bleue Couleuvre à queue fine Couleuvre d'eau du lac Érié Grenouille léopard, population méridionale des montagnes Grenouille maculée de l'Oregon Rainette grillon Tortue luth	Couleuvre fauve de l'Est Couleuvre obscure Couleuvre royale Crapaud de Fowler Crotale Mierassauga de l'Est Tortue molle à épines Tortue mouchetée, population de la Nouvelle-Écosse	Grenouille du nord à pattes rouges Grenouille léopard, population des Prairies Phrynosome de Douglas de l'Est Salamandre à nez court Salamandre Coeur d'Alène Salamandre pourpre
				Salamandre sombre des montagnes Scinque des Prairies Scinque pentadactyle Tortue des bois Tortue ponctuée

Lichens et mousses en péril au Canada, 1999

Disparus	Disparus au Canada	En danger de disparition	Menacés	Vulnérables
		Hétérodermie maritime	Bartramie à feuilles dressées	Hypogymnie maritime Lichen cryptique Pseudocypellia des forêts surannées

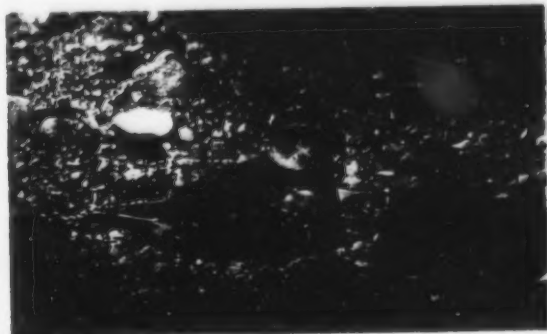
Mollusques en péril au Canada, 1999

Disparus	Disparus au Canada	En danger de disparition	Menacés	Vulnérables
Patelle des zostères	Alasmodonta naine	Dysnomie ventrue jaune Lampade fasciculée Physie d'eau chaude Villose huricot	Haliotide pie Physie des fontaines de Banff	

Espèces en péril au Canada



Faucon pèlerin *anatum* (menacé)



Pluvier siffleur (en danger de disparition)



Renard véloce (en danger de disparition)



Grue blanche (en danger de disparition)



Environnement
Canada

Service canadien
de la faune

Environment
Canada

Canadian Wildlife
Service

Un membre de la famille Conservation de l'environnement

Canada

La disparition, l'extinction d'espèces, est une réalité biologique depuis le début de la vie sur notre planète, il y a quelque 3,5 milliards d'années. En fait, des scientifiques sont arrivés à la conclusion que 95 % de toutes les espèces qui ont un jour ou l'autre existé sur la Terre sont maintenant éteintes. Si l'extinction est l'aboutissement d'un processus naturel, pourquoi alors devrait-on s'inquiéter de la disparition de différentes espèces sauvages aujourd'hui?

Dans notre monde moderne, la disparition d'espèces est alarmante non pas parce qu'elle se produit, mais parce qu'elle se produit beaucoup plus rapidement à cause des activités humaines. Pour subvenir à ses propres besoins, la population humaine mondiale, qui augmente de façon galopante, détruit et endommage les habitats naturels, ces endroits essentiels où les animaux, les plantes, les insectes et les autres formes de vie se nourrissent, se protègent des prédateurs, se reproduisent et trouvent des éléments indispensables à leur survie. Il en résulte des déclin de population chez certaines espèces tandis que d'autres disparaissent complètement.

Pourquoi les Canadiens doivent-ils s'en soucier?

Les principaux problèmes de disparition d'espèces s'observent dans des pays où les densités de population humaine sont beaucoup plus élevées qu'au Canada et dans les forêts tropicales humides qui se déboisent très rapidement. Mais les Canadiens n'ont pas de quoi se vanter.

Depuis l'arrivée des premiers colons européens au Canada, au moins dix espèces d'animaux et au moins une population de caribous sont disparues et 15 autres espèces ou populations ne sont plus présentes au pays. En 1999, 162 espèces, sous-espèces ou populations d'espèces végétales ou animales ont été considérées comme menacées ou en danger de disparition, et 151 autres ont été considérées comme vulnérables (voir le tableau).

Nous avons une responsabilité morale envers le patrimoine biologique terrestre, c'est une des raisons pour lesquelles nous devons nous soucier de la disparition d'espèces. De plus, les espèces animales et végétales sauvages représentent une source importante d'ingrédients de base pour les médicaments traditionnels et les préparations pharmaceutiques, et le fonds génétique des espèces sauvages fournit encore la matière première pour

l'amélioration des animaux d'élevage et des cultures.

De plus, bon nombre de Canadiens, notamment les Autochtones, comptent sur les espèces sauvages pour se nourrir, se vêtir et s'abriter. D'autres dépendent du revenu qu'ils tirent d'activités liées à la faune, comme la chasse, la pêche, le piégeage, l'exploitation forestière et l'observation des oiseaux. En 1996, les Canadiens ont dépensé 11 milliards de dollars pour jouir de la faune et des réserves naturelles dans lesquelles ils s'adonnent à diverses activités liées à la nature. Leurs dépenses associées à l'hébergement, au transport, à l'alimentation et à l'équipement ont contribué de façon appréciable au produit intérieur brut du Canada.

Bien plus, les plantes, les animaux et les micro-organismes du monde jouent un rôle essentiel dans les processus qui conservent l'atmosphère terrestre, le climat, les paysages et l'eau dans un état qui permet à la civilisation de prospérer. Les plantes qui captent le carbone et l'énergie solaire sont les plus fondamentales de tous, ainsi que les décomposeurs qui libèrent les nutriments et l'énergie des déchets organiques pour qu'ils soient réutilisés. La perte d'espèces affaiblit la capacité de la Terre de nous procurer les services dont dépend l'humanité et la prospérité économique.

Destruction des habitats et vie moderne

Au début du XX^e siècle, au Canada, le castor était menacé de disparition à cause de la popularité des chapeaux confectionnés avec sa fourrure. Les programmes de conservation étaient inconnus à cette époque, mais heureusement pour le *Castor canadensis*, la mode pour hommes a changé avant qu'on ne l'ait exterminé. Dans les années 1930, les gouvernements ont interdit le piégeage du castor et réintroduit l'animal aux endroits qui avaient été vidés par les piégeurs. L'habitat n'ayant pas été endommagé, les populations de castors ont pu se rétablir.

Aujourd'hui, les animaux et les plantes sauvages du Canada sont exposés à de nouveaux périls, soit la destruction et la contamination de leur habitat, qui sont plus implacables et insidieux que la chasse ou le piégeage et beaucoup plus difficiles à contrer. Sans les habitats, il n'y a pas d'espèces sauvages.

Un peu partout au Canada, différents types d'habitats disparaissent, et ce, très rapidement. On assèche ou comble des terres humides, fragmente des forêts, laboure et

clôture des prairies et réduit le débit rapide des cours d'eau. Les pertes d'habitats sont surtout concentrées dans le sud du Canada en raison de la plus grande diversité qui s'y trouve et de la pression pour le développement qui y est la plus élevée.

La perte et la dégradation des milieux humides représentent un problème particulièrement grave. Des millions d'hectares de marais, de marécages et d'autres milieux humides, qui sont des habitats extrêmement importants pour la sauvagine, les poissons et bon nombre d'autres espèces, ont déjà été détruits. Environ 60 % des espèces désignées par le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC), connu auparavant sous le nom de Comité sur le statut des espèces menacées de disparition au Canada, sont associées à des terres humides et environ 80 % sont menacées par des problèmes liés à l'habitat.

Le mode de vie moderne du Canada, lourdement tributaire des produits chimiques industriels, domestiques et agricoles, présente aussi des risques graves pour les espèces sauvages. En 1995, on a limité l'emploi de l'insecticide Carbofuran au Canada après qu'on eut démontré qu'il avait un effet nuisible sur la productivité de la Chevêche des terriers, une espèce en danger de disparition au Canada.

Les espèces sauvages sont touchées de beaucoup d'autres façons par la société moderne. Les précipitations acides, par exemple, peuvent causer la mort de nombreux organismes aquatiques, même d'étangs entiers, et avoir des effets négatifs sur les sols et le développement des forêts. Certains biologistes de la faune sont déjà persuadés que les précipitations acides et le rayonnement ultraviolet sont à tout le moins en partie coupables du déclin des populations de certaines espèces de sauvagine et d'amphibiens. Les scientifiques tentent également de prédire les effets du changement climatique sur des espèces et les habitats.

Les espèces « envahissantes » constituent un autre problème. Les espèces envahissantes englobent les quelques espèces « exotiques » du Canada (qui ne proviennent pas de l'Amérique du Nord) qui ont la capacité de rivaliser avec les espèces sauvages indigènes et de les supplanter. Des espèces envahissantes sont un facteur de risque pour bon nombre d'espèces indigènes canadiennes. Dans le sud de l'Ontario, le mûrier blanc, introduit de Chine pour la fabrication de la soie, s'est hybridé avec le mûrier rouge et menace la survie de l'espèce indigène. En Saskatchewan, l'euphorbe érule, qui a été introduit d'Europe par mégarde, et le

Espèces* canadiennes en péril (1999)

Statut	Oiseaux	Mammifères terrestres	Mammifères marins	Poissons	Amphibiens et reptiles	Mollusques	Lépidoptères (papillons)	Plantes	Lichens et mousses	Totaux
Disparues	3	1	1	6	0	1	0	0	0	12
Disparues au Canada	2	2	2	2	1	1	3	2	0	15
En danger de disparition	18	6	6	4	7	4	1	40	1	87
Menacées	7	5	5	18	7	2	0	30	1	75
Vulnérables	22	19	8	42	17	0	1	39	3	151
Totaux	52	33	22	72	32	8	5	111	5	340†

Note : Le COSEPAC a présenté ses conclusions sur 512 « espèces » jusqu'en 1999 : 12 sont maintenant disparues, 328 sont en péril, 136 n'ont jamais été en péril, 12 ont été retirées de la liste et 24 n'ont pas été classées en raison du manque de renseignements. Des centaines d'autres espèces, sous-espèces et populations attendent toujours l'attention des chercheurs.

*En plus des espèces distinctes de façon taxinomique, le total des espèces du COSEPAC englobe certaines sous-espèces et populations.

†Comprend les 12 espèces disparues.

brome inerte, qui a été introduit d'Europe pour la production du fourrage et la lutte contre l'érosion, ont des répercussions sur les tradescanties occidentales, qui sont menacées; dans le sud de l'île de Vancouver, le genêt à balai, lequel a été apporté d'Europe par des jardiniers, s'accapare de l'habitat des dicotylédones herbacées indigènes, dont bon nombre sont considérées en péril.

Qui décide quelles espèces sont en péril?

C'est le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC) qui est chargé d'évaluer le statut des espèces sauvages en péril au Canada. Établi en 1978, ce comité est formé de représentants des organismes de gestion des espèces sauvages du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires ainsi que de représentants de trois organisations nationales de protection de la nature et de présidents de groupes de spécialistes. Les membres de ces groupes sont des experts des espèces sauvages qui évaluent des rapports scientifiques sur la situation des espèces soupçonnées d'être en péril, puis, selon ce qu'ils conviennent, les classent dans l'une des cinq catégories suivantes :

DISPARUES — espèces qui n'existent plus.

DISPARUES AU CANADA — espèces qui ne sont plus présentes à l'état sauvage au Canada, mais qui sont présentes ailleurs.

EN DANGER DE DISPARITION — espèces exposées à une extinction ou à une disparition imminente.

MENACÉES — espèces susceptibles de devenir en danger de disparition au Canada si les facteurs limitants auxquels elles sont exposées ne sont pas supprimés.

VULNÉRABLES — espèces préoccupantes à cause de caractéristiques qui les rendent particulièrement sensibles aux activités humaines ou à certains phénomènes naturels.

Qu'en est-il de la législation?

Actuellement, cinq provinces canadiennes, à savoir la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Québec, l'Ontario et le Manitoba, ont une loi établie spécialement pour protéger les espèces en péril. D'autres provinces ont modifié leurs lois existantes afin de composer explicitement avec des espèces en péril. Le gouvernement fédéral élabore une loi sur les espèces en péril afin de protéger les espèces dont il est responsable, telles les espèces migratrices, les espèces se trouvant sur les terres ou dans les eaux fédérales, les poissons et les mammifères marins. En outre, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux se sont entendus sur un *Accord pour la protection des espèces en péril au Canada* où ils s'engagent à mettre en place des lois et programmes complémentaires pour assurer la protection des espèces en péril partout

au pays et fournir la protection nécessaire aux espèces.

Le Canada a été l'un des premiers pays industrialisés à signer la *Convention internationale sur la diversité biologique* au Sommet de la Terre, au Brésil en 1992. Le Canada a ainsi confirmé son engagement envers la protection de la biodiversité et des espèces en péril.

La *Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction* (CITES) régit le commerce de plus de 50 000 espèces et sous-espèces végétales et animales de partout au monde. Le commerce illégal d'animaux sauvages et de leurs produits qui en sont dérivés a presque causé l'extermination de certaines espèces, comme le rhinocéros, le tigre et quelques perroquets, et continue d'en menacer d'autres. La coopération internationale est essentielle pour éliminer ce commerce illégal. En faisant partie de la CITES, le Canada peut aider à empêcher les Canadiens et Canadiennes de faire une utilisation commerciale abusive de la faune d'autres pays et s'assurer de l'aide des autres pays pour interceper les envois non autorisés de faune canadienne. Ainsi, le Canada a inscrit deux espèces qui ont une valeur commerciale sur la liste de contrôle de la CITES, soit le Faucon pèlerin, qui est menacé, et la Grue blanche, qui est en danger de disparition, afin d'en éviter l'exportation vers d'autres pays sans l'autorisation du Canada. Le Service canadien de la faune, une composante d'Environnement Canada, est chargé de l'application de la CITES au Canada.

La Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial, qui a été promulguée en 1996 (également appelée Loi sur le commerce des espèces sauvages) protège les espèces canadiennes et étrangères contre les activités commerciales illégales au Canada. Elle aide également à protéger les écosystèmes canadiens contre l'introduction de certaines espèces nocives.

Quelles sont les mesures prises?

En vertu d'un programme appelé RESCAPÉ, ou Rétablissement des espèces canadiennes en péril, des plans de rétablissement destinés à des espèces disparues au Canada, en danger de disparition ou menacées sont élaborés et mis en œuvre sous la supervision d'une équipe de spécialistes. Les efforts de tous les gens qui souhaitent apporter leur aide, à savoir les gouvernements, les organismes non gouvernementaux, les sociétés et les particuliers, sont coordonnés efficacement.

Entre 1988 et 1998, dans le cadre du programme RESCAPÉ, plus de 100 organismes gouvernementaux fédéraux, provinciaux et territoriaux et organismes non gouvernementaux ont versé plus de 27 millions de dollars à des programmes de rétablissement destinés à 50 espèces. De cette somme totale, plus de 3,6 millions de dollars ont été directement payés par le Fonds de rétablissement des espèces canadiennes en péril (FRECP), lequel est conjointement financé par le Service canadien de la faune et le Fonds mondial pour la nature Canada, et une autre somme de 5 millions de dollars a été payée par des partenaires du FRECP.

Exemples de programmes de rétablissement d'espèces réussis

La Grue blanche

En 1941, il ne restait dans le monde entier que 21 Grues blanches à l'état sauvage. Depuis, l'espèce s'est accrochée à la vie, grâce à beaucoup d'aide de la part de ses amis.

La plus grande partie de la zone de reproduction de la Grue blanche a été détruite. L'espèce avait l'habitude de nicher sur une bande de territoire qui s'étendait du centre de l'Illinois jusqu'à dans le centre-est de l'Alberta vers le nord-ouest et passait par l'Iowa, le Minnesota, le Dakota du Nord,

le Manitoba et la Saskatchewan. Aujourd'hui, son aire de nidification se limite à six petites zones dans le parc national Wood Buffalo, qui font au total 400 kilomètres carrés, soit un bien petit espace quand on sait que chaque couple a besoin d'un territoire pouvant avoir une superficie de 5 kilomètres carrés.

À l'automne, après une longue migration au cours de laquelle les oiseaux ont dû éviter divers obstacles, telles des lignes de haute tension et des agglomérations urbaines, sans oublier des chasseurs qui les visent par erreur, les grues arrivent à destination dans le refuge national de la faune d'Aransas, au Texas, où leur aire d'hivernage a aussi été considérablement réduite et est menacée par la pollution et les déversements de pétrole.

Au début des années 1940, la *National Audubon Society* a décidé de tenter de sauver la Grue blanche de l'extinction. Depuis, des organismes fédéraux, provinciaux, d'États et privés ont fait connaître au public la situation de cette espèce et essayé de la protéger pendant sa migration et sur ses sites d'hiver et d'été. Des spécialistes de la faune l'ont aussi élevée en captivité.

En 1996, les équipes des États-Unis et du Canada responsables du rétablissement de l'espèce se sont fusionnées pour former une seule équipe. Pendant l'hiver 1998-1999, on comptait environ 364 oiseaux sauvages et en captivité, incluant 183 oiseaux sauvages de la population originale nichant dans le parc national Wood Buffalo. De plus, des initiatives ont été entreprises pour établir d'autres populations d'espèces sauvages qui ne se reproduisent pas et n'hivernent pas au même endroit que la population principale.

Le Faucon pèlerin (sous-espèce *anatum*)

Le Faucon pèlerin est un magnifique oiseau de proie extrêmement touché par les pesticides rémanents, notamment le DDT qui cause l'amincissement de la coquille d'œuf. Dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, le Faucon pèlerin a connu un déclin rapide, disparaissant presque complètement de certaines régions du Canada et des États-Unis. Actuellement, grâce à des efforts de conservation, en particulier pour réduire l'utilisation des pesticides rémanents, et à la réintroduction de jeunes oiseaux élevés en captivité, le Faucon pèlerin fait une réapparition en Amérique du Nord.

La sous-espèce la plus en péril, le Faucon pèlerin *anatum*, a été élevée en captivité.

Plus de 1 600 oiseaux ont été élevés dans une installation de Wainwright, en Alberta, qui était gérée par le Service canadien de la faune. Les oiseaux provenant de cette installation ont été libérés dans la nature par des gouvernements provinciaux et territoriaux, des organismes fédéraux et des organisations d'intérêt public dans l'ensemble du sud du Canada. Le succès du programme a été tel que la reproduction en captivité n'est plus nécessaire et l'installation de Wainwright a fermé récemment. En 1999, compte tenu des 320 paires et plus élevées dans la nature au Canada, le COSEPAC a voté pour la transition de cette sous-espèce de la catégorie en danger de disparition à la catégorie de menacées de façon à refléter le statut amélioré de ces oiseaux. Les deux autres sous-espèces du Faucon pèlerin qui se reproduisent en Amérique du Nord, à savoir *pealei* et *tundrius*, sont classées vulnérables.

Le renard véloce

Le renard véloce est un petit mammifère agile qui a à peu près la taille d'un chat domestique et qui était répandu dans les prairies du sud du Canada au XIX^e siècle. En 1978, le renard véloce était classé dans la catégorie des espèces disparues au Canada. Son habitat a été éliminé au profit des terres agricoles et cet animal a été victime des campagnes de piégeage et d'empoisonnement destinées à détruire d'autres animaux comme les coyotes, les loups et les spermophiles.

Le Service canadien de la faune, en travaillant avec des partenaires, a aidé à reconstituer les effectifs de renards véloces. Des renards provenant des États-Unis ont été remis directement en liberté ou élevés en captivité afin de permettre le lâcher de leur progéniture. Quelques bêtes sont également munies de colliers émetteurs permettant de les surveiller. Des renards véloces ont été libérés en Alberta et dans la Saskatchewan.

Ce petit animal gracieux est maintenant réintroduit dans certaines parties de son ancien territoire au Canada. Il y aurait de 179 à 412 renards véloces dans la nature dans ce pays et de récentes études indiquent une légère hausse. En 1999, le COSEPAC a reclassé le niveau du renard véloce, de disparu au Canada à en danger de disparition.

Le Pluvier siffleur

Présent uniquement en Amérique du Nord, le Pluvier siffleur est un petit oiseau de rivage qui niche sur les plages, le rivage des lacs et les barres de sable des rivières. On le trouve principalement le long de la

côte de l'Atlantique, du sud-ouest de Terre-Neuve jusqu'en Caroline du Sud, et des provinces des Prairies jusqu'au Colorado. L'espèce est disparue au Canada en tant qu'espèce d'oiseaux nicheurs des Grands Lacs canadiens, mais de petits nombres d'individus nichent au Michigan.

La population du Pluvier siffleur a connu au tournant du siècle un déclin considérable à cause de la chasse. Elle s'est rétablie de façon marquante à la suite de l'entrée en vigueur, en 1916, de la *Convention concernant les oiseaux migrateurs* entre le Canada et les États-Unis. De nos jours, les menaces que subit le Pluvier siffleur continuent et comprennent la prédation et l'empiétement des humains sur son territoire, principalement les perturbations sur les plages nécessaires à la nidification et les effets de la gestion du niveau d'eau le long du rivage des réservoirs où l'espèce nidifie. Un plan de rétablissement a été préparé et, en 1996, des biologistes des États-Unis et du Canada ont procédé à un recensement dans ses aires connues de nidification et d'hivernage. Au Canada, ils ont dénombré 2 111 oiseaux nicheurs. Un peu plus de 40 % de la population d'oiseaux nicheurs d'Amérique du Nord a été dénombrée pendant les enquêtes sur les variations causées par l'hivernage, ce qui laisserait croire qu'il pourrait y avoir des aires d'hivernage importantes qui peuvent ne pas avoir encore été localisées. Les mesures prises pour le rétablissement de l'espèce comprennent l'isolement, au moyen de clôtures, du bétail qui dérange les plages de nidification, la protection des nids contre les prédateurs au moyen de clôtures, des programmes de gardiennage des plages pour réduire les effets négatifs des véhicules tout terrain et des promeneurs sur le succès de la reproduction et la restriction de l'accès à certains de ses lieux de nidification.

L'histoire d'une réussite

Les efforts humains pour protéger les espèces en péril peuvent être couronnés de succès.

Douze espèces ont été retirées de la liste, dont le Pélican d'Amérique, classé par le COSEPAC en 1978 dans la catégorie des espèces menacées, retiré de la liste des espèces en péril en 1987. Cet oiseau nicheur colonial a établi de nouvelles colonies, avec un peu d'aide des humains, et ses effectifs totaux se sont accrus. En 1998, le statut du bison des bois est passé d'en danger de disparition à menacé, en 1995, le statut de la Buse rouilleuse s'est amélioré, passant de menacé à vulnérable

et, en 1999, le statut de la sous-espèce *anatum* du Faucon pèlerin a passé d'en danger de disparition à menacée.

Comment pouvons-nous aider les espèces en péril?

En 1999, une enquête a révélé que 98 % de la population canadienne reconnaissait que la nature dans toute sa diversité est essentielle à la survie de l'espèce humaine. Les Canadiens et Canadiennes, individuellement, peuvent faire beaucoup pour protéger les espèces en péril et les habitats menacés de destruction : les randonneurs peuvent faire attention de ne pas déranger les nids des oiseaux ou s'abstenir de cueillir des plantes rares; les chasseurs et les pêcheurs peuvent éviter le gaspillage en attendant d'être sûrs de leurs prises; les jardiniers peuvent utiliser des produits et des espèces moins dommageables pour l'environnement; les agriculteurs peuvent chercher à réduire le ruissellement et l'érosion et protéger les caractéristiques des paysages qui sont favorables aux espèces sauvages. Avant tout, les Canadiens et Canadiennes doivent veiller à ce que le développement économique ne se fasse pas au détriment de la survie à long terme des espèces sauvages de flore et de faune. Heureusement, bon nombre de particuliers et d'organismes font déjà leur part et le gouvernement fédéral met tout en œuvre pour soutenir leurs efforts. Des systèmes naturels en santé, riches en faune, aideront à assurer le bien-être social et économique des générations à venir.

Ouvrages à consulter

Ariz, L. 1997. Les espèces en péril. *Géo Plein Air*, vol. 117, n° 3, 42 pages et plus (carte-affiche offerte par le Service canadien de la faune).

Baillie, J. et B. Groombridge (comp. et éd. scient.). 1996. 1996 IUCN red list of threatened animals. Commission de la sauvegarde des espèces, Union mondiale de la nature. (Site Web : <http://www.iucn.org/themes/ssc/96anrl/contents.htm>).

Baskin, Y. 1997. *The work of nature*. Island Press, Washington et Covelo (Californie).

Brown, L. 1994. *Passer à l'action pour les espèces sauvages*. La faune de l'arrière-pays, Service canadien de la faune, Ottawa.

Burnett, J. A., T. C. Dauphiné, S. H. McCrindle et T. Mosquin. 1989. *La nature aux abois : les espèces menacées de disparition au Canada*. Éd. Broquet inc., Ottawa. 220 p.

Carson, R. L. 1962. *Le printemps silencieux*. Collection Le Livre de poche, n° 2378. Paris.

Franc-Vert. 1992. Spécial « Espèces menacées ou vulnérables ». Union québécoise pour la conservation de la nature. Charlesbourg (Québec), vol. 9, n° 3.

Gayton, D. 1997. Terms of endangerment. *Canadian Geographic*, vol. 117, n° 3, p. 30-41.

Haber, E. 1997. Impact des plantes envahissantes sur les espèces et les habitats en péril au Canada. Rapport inédit. 18 p. (Offert par le Service canadien de la faune.)

Habitat faunique Canada. 1995. *Saving species: building habitat into endangered species conservation in Canada*. Ottawa.

Rétablissement des espèces canadiennes en péril (RESCAPE). 1988-1998. Rapport annuel n° 8 : Dixième anniversaire. Secrétariat de RESCAPE, Environnement Canada, Ottawa. Site Web : http://www.cws-scf.ec.gc.ca/es/renew/RENEW97_98/fre/indexf.html

Sauvegarde. Périodique distribué à titre gratuit et contenant des renseignements et points de vue sur les espèces en péril. (Offert par le Service canadien de la faune et sur Internet à http://www.cws-scf.ec.gc.ca/es/recovery/archive_f.html)

Shank, C. C. 1999. The Committee on the Status of Endangered Wildlife in Canada (COSEWIC): a 21-year retrospective. *Canadian Field-Naturalist*, vol. 113, n° 2, p. 318-341.

Wilson, E. O. (éd. scient.). 1993. *La diversité de la vie*. Éditions Odile Jacob. Collection Science. Paris, France.

Site Web

http://www.cws-scf.ec.gc.ca/endan_f.html

Service canadien de la faune

Le Service canadien de la faune d'Environnement Canada est chargé des questions de compétence fédérale touchant les espèces sauvages, notamment de protéger et de gérer les oiseaux migrateurs et les habitats canadiens d'importance nationale. Il est aussi responsable des espèces en péril, de la réglementation du commerce international des espèces en péril et de la recherche sur les préoccupations d'importance nationale concernant les espèces sauvages. Il collabore avec les provinces, les territoires, Parcs Canada et d'autres organismes fédéraux pour la recherche et aussi pour la gestion des espèces sauvages.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Service canadien de la faune ou ses publications, communiquer avec les :

Publications

Service canadien de la faune
Environnement Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0H3
(819) 997-1095 (téléphone)
(819) 997-2756 (télécopieur)
cws-scf@ec.gc.ca



Plus de 50 p. 100 de papier
recyclé dont 10 p. 100 de
fibres post-consommation.

Voici l'adresse pour avoir accès à la collection de la
Faune de l'arrière-pays sur Internet :
<http://www.cws-scf.ec.gc.ca>

Also available in English under the title
Endangered species in Canada.

Publié en vertu de l'autorisation du
Ministre de l'Environnement
©Ministre des Travaux publics et Services
gouvernementaux Canada, 1989, 1990, 1993, 1996,
1997, 1999
N° de catalogue CW69-4/76-1999F
ISBN 0-662-84017-8
Texte : M. Egan
Photos : Hallé Flygare (renard véloce),
Richard Fyfe (Faucon pèlerin),
Brian Johns (Pluvier siffleur),
Geoffrey Holroyd (Grue blanche)
Révision : Debbie Griff, 1999